l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
25 février 1976
No 435

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Nixon à Pékin

L'ESPRIT DE CHANGHAI

Quatre ans jour pour jour après son premier séjour en Chine en tant que président des États-Unis, Nixon revient en visite à Pékin, sur invitation du gouvernement chinois. Visite privée, cette fois-ci, mais qui n'en revêt pas moins une haute signification politique.

La première visite de Nixon avait consacré la faillite de la politique d'isolement de la Chine menée depuis plus de 20 ans par l'impérialisme américain. C'est en vaincu que Nixon avait accompli ce voyage en République populaire de Chine. Le prestige grandissant de la Chine, au sein du tiers monde principalement, mais aussi en Europe, avait fait voler en éclat sa tentative de mise au ban de la scène internationale. Au même moment, les peuples indochinois, malgré les bombardements de Hanoï et Haïphong, de la plaine des Jarres et du Cambodge, s'apprêtaient à jeter bas le géant américain.

Dans ce monde en plein bouleversement où les peuples opprimés portent des coups puissants à l'impérialisme et à l'hégémonisme, ces défaites américaines préfiguraient le déclin politique de ceux qui se voulaient les premiers gendarmes du monde. Mais en même temps, l'autre superpuissance, l'URSS sociale-impérialiste, faisait preuve d'une agressivité accrue, et forte de sa nouvelle puissance militaire, exigeait un repartage du monde en sa faveur.

C'est dans ce contexte nouveau, qu'à l'issue de la visite de Nixon à Pékin était signé le communiqué historique de Changhaï qui jetait les bases de la normalisation des relations entre les deux pays.

La Chine y réaffirmait sans aucune ambiguité ses positions fondamentales : *« Là où il y a oppression, il y a résistance. Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, les peuples veulent la révolution. C'est d'ores et déjà devenu un courant irrésistible de l'Histoire... Les grands pays ne doivent pas malmener les petits pays, les pays forts ne doivent pas malmener les pays faibles. La Chine ne sera jamais une superpuissance. Elle s'oppose à l'hégémonisme et à la politique du plus fort sous toutes leurs formes... Il existe entre la Chine et les USA des différences essentielles quant à leurs systèmes sociaux et à leur politique étrangère. Cependant les deux pays sont d'accord que les États, quels que soient leurs systèmes sociaux différents, doivent régler leurs relations en conformité avec les principes suivants : respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriales de tous les pays, non agression contre les autres pays, égalité et avantages réciproques ainsi que coexistence pacifique. Les différends internationaux doivent être tranchés sur cette base, sans recourir à la force ou à la menace de la force. »*

L'impérialisme américain se voyait ainsi contraint à signer cette condamnation de sa propre politique hégémoniste. La prise de conscience de la menace grandissante de son rival soviétique la lui imposait aussi.

Depuis les choses se sont encore accélérées. Nixon ayant sombré dans le scandale du Watergate, son collaborateur, Ford, lui succède. Mais il ne se hâte guère de tenir ses engagements vis-à-vis de la Chine. Face à l'URSS qui parle de plus en plus haut et fort, il atermoie, hésite, accepte de cautionner la farce d'Helsinki qui profite principalement aux ambitions expansionnistes du social-impérialisme.

(Suite page 2)

Fougères

Des milliers de travailleurs ont manifesté

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté lundi soir à Fougères pour la défense de leurs emplois. Cette manifestation avait un caractère inter-professionnel, et pour raison principale la crise de la chaussure, notamment la situation de l'entreprise Réhault. Celle-ci a en effet déposé son bilan et a licencié 650 personnes au cours du mois de février, et depuis l'usine est occupée par les travailleurs.

Fougères, capitale du chômage

▼

article p. 5

(Suite page 3)

Rhône-Poulenc

VICTOIRES OUVRIERES

Victoire des caristes à Saint-Fons (région lyonnaise)

Après trois semaines de grève à cheval sur janvier et février, à raison de 2 h 30 à 3 h de débrayage chaque jour, les caristes de St Fons ont remporté une victoire importante sur leurs revendications qui portaient sur les classifications et les salaires. Durant leur grève, ils ont bloqué les expéditions de produits finis et gêné l'approvisionnement de l'usine, des dizaines de wagons sont en effet restés en souffrance dans les gares de triage de Lyon. Ils ont ainsi obligé la direction à céder, et ils ont obtenu le passage à la catégorie supérieure, une prime de 200 F pour tous, une augmentation de 30 à 40 F par mois, le paiement de 6 h de grève.

1976 sera une année de de luttes dans le trust Rhône-Poulenc

Après la suppression temporaire du chômage partiel fin 1975, le vent souffle à nouveau sur de nouvelles mesures de chômage partiel pour 1976, cela est maintenant sûr. Reste le temps pour l'UIC (Union des industries chimiques) de redéfinir un nouveau protocole sur l'indemnisation du chômage partiel. Mais avant de recourir à de nouvelles mesures de chômage partiel, la direction de Rhône-Poulenc a déjà mis en œuvre d'autres plans d'attaque contre l'emploi. Le PDG Gillet maintient son objectif de réduire de 4 000 les effectifs du textile pour 1976.

Grève de 24 heures dans les usines du groupe Rhône-Poulenc-textiles

Les usines du groupe Rhône-Poulenc-textiles sont appelées à une grève de 24 heures sur les lieux du travail le 24 février par les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, CFTC. Dans certains établissements, la CGC s'est jointe au mouvement.

Au total, 18 000 salariés dans 17 établissements, sont concernés par ce mouvement qui a pour but la défense de l'emploi. 4 000 emplois, selon les organisations syndicales, seraient supprimés en 1976, et plusieurs usines sont menacées de fermeture dont celles de Vaulx-en-Velin, péage de Roussillon, Albi, Givet, Bezons et la Voulte.

(Suite page 4)

Chine Nouvelle dénonce les activités agressives de l'URSS en Méditerranée

Dans une dépêche récente l'agence Chine nouvelle vient d'attirer une nouvelle fois l'attention des peuples d'Europe sur les activités menaçantes de l'URSS en Méditerranée. L'agence souligne en effet :

La rivalité acharnée entre les deux superpuissances, l'Union soviétique et les États-Unis, empoisonne l'atmosphère de la vaste Méditerranée. Les grondements de canon venant des exercices de la flotte soviétique en Méditerranée, et les activités des espions et la 5ème colone des révisionnistes soviétiques en Europe du Sud ont fait prendre conscience aux peuples des pays littoraux du visage impudent des révisionnistes soviétiques même s'il se dissimule sous les masques de «paix» et de «détente» (...)

Ces quelques dernières années, les révisionnistes soviétiques ont appliqué une stratégie d'encerclement de l'Europe occidentale par les flancs sud et nord, tout en accentuant leur offensive en Méditerranée (...)

Aujourd'hui, la puissance de la flotte soviétique déployée en permanence dans la Méditerranée a dépassé celle de la 6ème flotte américaine. Or, il y a dix ans, 5 bâtiments soviétiques par jour en moyenne croisaient dans la Méditerranée, tandis qu'aujourd'hui, on en compte 50 à 60.

Quand l'Union soviétique a organisé ses manœuvres navales à l'échelle globale en avril dernier, sa flotte méditerranéenne a traversé le détroit de Gibraltar pour rejoindre sa flotte du Sud de la Baltique aux environs des Açores dans l'Atlantique. Les deux flottes ont mené une série de mouvements selon un plan d'opérations communes destiné à couper la route de transport pétrolier en direction de l'Europe occidentale afin d'isoler et d'encercler celle-ci. Une dizaine de navires de sa flotte méditerranéenne ont aussi pénétré dans les eaux au nord-ouest de la Sicile.

Parlant des grandes manœuvres navales d'avril dernier l'agence souligne encore :

Tandis que les navires soviétiques menaient leurs opérations en Méditerranée, les importantes forces soviétiques déployées dans la partie nord de la péninsule balkanique ont organisé de nombreux exercices militaires pour imposer un chantage sur certains pays balkaniques. L'Union soviétique a également établi sur la péninsule un commandement pour l'Europe du sud au sein du pacte de Varsovie, formé un corps d'armée d'Europe du Sud, élargi les aéroports et les dépots et stocké une grande quantité de matériel militaire. Toutes ces actions constituent une préparation pour s'ouvrir par la force, en temps opportun, une route terrestre conduisant à la mer Adriatique, afin de réaliser le même rêve chimérique que les anciens tsars ont nourri pendant des siècles.

L'Union soviétique, tout en aiguisant sa menace militaire en Méditerranée, utilise en même temps les contradictions entre les pays de cette région et les États-Unis, et entre ces pays eux-mêmes pour en gagner à elle certains et diviser les autres.

L'Union soviétique étend également ses tentacules au Portugal et en Espagne, qui contrôlent donc le passage de la Méditerranée à l'Atlantique.

Après la chute du régime fasciste de Marcelo Caetano, l'Union soviétique a largement soutenu les forces portugaises pro-soviétiques, leur offrant un énorme appui en argent et en armes pour attirer le Portugal par tous les moyens dans sa sphère d'influence.

le monde en marche

Zambie

FERME CONDAMNATION DU SOCIAL-IMPERIALISME

Au cours d'une conférence de presse récente, le président zambien Kenneth Kaunda a déclaré :

«Les troupes russes, cubaines et celles des autres pays doivent se retirer d'Angola et laisser le peuple angolais régler lui-même ses propres problèmes.

... Les pays qui se disent «socialistes» et poursuivent à l'étranger une politique impérialiste, s'intéressent fort à l'Angola. Les pays qui contrôlent et oppriment autrui finiront mal. Dans le monde actuel, à mons avis, aucun pays ne peut opprimer les peuples des autres pays sans rencontrer de résistance.»

Après avoir condamné l'invasion militaire soviétique en Tchécoslovaquie, il a conclu : «Nous n'avons pas besoin d''amis'' étrangers pour libérer l'Afrique à notre place. La libération africaine est notre mission. Nous voulons la faire nous-mêmes.»

L'ESPRIT DE CHANGHAÏ

Suite de l'Éditorial

L'invitation de Nixon à Pékin est un ferme rappel aux USA des principes du communiqué de Changhaï et de l'analyse de la situation internationale où grandit la menace soviétique, reconnue par les deux parties.

C'est cet esprit de Changhaï qu'a rappelé le premier ministre intérimaire dans son toast de bienvenue :

«Actuellement, un problème qui attire l'attention des gens, c'est que le danger d'une nouvelle guerre ne cesse de croître à cause de la rivalité acharnée tendant à l'hégémonie mondiale en particulier, l'impérialisme qui arbore l'enseigne du «socialisme» étend partout ses tentacules et pratique sans vergogne l'expansion, et il constitue le foyer principal de guerre. Le seul moyen effectif et efficace permettant aux peuples du monde de faire face à cette situation, c'est de redoubler de vigilance, de renforcer leur unité, et mener à bien les préparatifs en vue d'une guerre... ce n'est absolument pas l'hégémonisme, mais le peuple qui est vraiment puissant.»

Egypte

UN LIVRE QUI GENE LES SOVIETIQUES

Un nouveau livre fait fureur en Égypte. Intitulé, «Les Russes arrivent», il dénonce l'expansion militaire soviétique au Moyen-Orient, en particulier les agissements du KGB en Égypte, et les épreuves et difficultés rencontrées lorsque ce pays a voulu obtenir des armes de l'URSS pour résister à l'agression israélienne.

Ce livre était exposé à la récente foire internationale du livre tenue au Caire.

Un fonctionnaire soviétique qui tentait d'exercer des pressions sur le directeur de la foire et l'éditeur pour qu'ils fassent retirer cet ouvrage s'est vu sèchement remettre en place. Le fonctionnaire russe a alors essayé une autre méthode : il s'est déclaré désireux d'acheter tous les exemplaires de ce livre. Réplique de l'éditeur : «J'ai fait imprimer un million d'exemplaires et je me prépare à en faire imprimer un autre million. Les achetez-vous tous ?»

L'éditeur a laissé coi cet étrange acheteur !

En attendant son livre se vend bien : les trois premières éditions se sont arrachées comme des petits pains et la quatrième est sous presse.

Timor-Est

FRETILIN

300 PARAS INDONESIENS MIS HORS DE COMBAT

Le ministre de l'Administration et de la Sécurité intérieure de la République démocratique de Timor-Est a annoncé que l'armée et le peuple du pays ont mis récemment hors d'action un contingent de paras indonésiens.

Les forces d'agression indonésiennes avaient en effet renforcé leur présence en parachutant un grand nombre de soldats et en y débarquant de nouveaux contingents de fusiliers-marins. Ces derniers se sont immédiatement heurtés à une riposte farouche de l'armée du FRETILIN et 300 d'entre eux ont été mis hors d'action.

LA CEE CONDAMNE LES INTERVENTIONS ETRANGERES EN ANGOLA

Les neuf pays de la CEE ont condamné lundi dans une déclaration commune toutes les interventions étrangères en Angola.

M. Hans Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères de la RFA a déclaré devant des journalistes que les «Neuf» s'étaient mis d'acord sur une déclaration commune où ils se félicitent de l'indépendance de l'Angola, donnent leur soutien à l'Organisation de l'unité africaine, condamnent toutes les interventions extérieures et proposent une coopération économique aux pays africains.

Les pays de la CEE, a ajouté M. Genscher, sont également hostiles à toutes les tentatives de créer des zones d'influence étrangère en Afrique. Ils ont réaffirmé le droit à l'autodétermination des peuples rhodésiens et namibiens et condamne la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud.

Dénonciation des achats massifs de grains par l'Union soviétique

Le journal tanzanien «Sunday news» a dénoncé aujourd'hui dans un article l'Union soviétique pour ses achats massifs de grains sur le marché mondial qui ont sérieusement affecté les pays du tiers monde.

L'article indique : la production céréalière soviétique qui a enregistré en 1975 137 millions de tonnes représente une situation pire que celle en 1972. A part 25 millions de tonnes de grains qu'elle avait achetés à l'étranger en 1975, l'Union soviétique devait importer encore 30 millions de tonnes pour maintenir les approvisionnements céréaliers de la population et les besoins du bétail à l'intérieur du pays.

«Comme en 1972, l'Union soviétique a exporté une fois de plus sa crise de récolte», dit l'article en ajoutant : les achats massifs de céréales de l'Union soviétique ont laissé derrière eux une traînée de chaos et de difficulté et cause un accroissement spectaculaire des prix de grains dans les pays du tiers monde.

«Les répercussions de la récolte désastreuse de l'Union soviétique en 1975 dépasseront de loin ses propres confins», souligne l'article.

Interview du camarade Kasimierz Mijal, secrétaire général du Parti Communiste de Pologne

RM : Qu'est-ce qui caractérise la situation actuelle de la classe ouvrière polonaise ?

KM : La perte du pouvoir depuis le coup d'État contre-révolutionnaire de 1956. Actuellement, la classe ouvrière n'est plus la classe dominante. En Pologne, le pouvoir est dans les mains de la dictature de la bourgeoisie. Le prolétariat lutte pour la victoire de la révolution socialiste et pour la restauration de la dictature du prolétariat. Les éléments avancés de la classe ouvrière, son noyau le plus révolutionnaire et le plus conscient politiquement prend de en plus conscience que l l'ennemi principal du prolétariat est la bourgeoisie révisionniste polonaise et son allié, le social-impérialisme soviétique.

Mais il y a au sein de la classe ouvrière polonaise d'importantes différences. A côté de ce noyau révolutionnaire, il y a suite au développement rapide de la classe ouvrière au lendemain de la guerre, un prolétariat jeune, quantitativement important, d'origine paysanne, qui n'a pas encore une grande expérience de classe. En plus, il y a l'aristocratie ouvrière nourrie par les renégats du communisme — cette couche supérieure des ouvriers mieux payés dont les intérêts sont identiques à ceux de la petite-bourgeoisie. Cette structure de la classe ouvrière est une cause importante de l'influence et de la pression de l'idéologie bourgeoise de l'extérieur et de la propagande réactionnaire de l'Église.

RM : Comment se manifestent l'absence de liberté sur le plan politique et la pénétration économique du social-impérialisme russe ? Et quelles en sont les conséquences pour la classe ouvrière et pour la masse des travailleurs ?

KM : Le social-impérialisme soviétique occupe la Pologne. Il limite ainsi la souveraineté de la Pologne et réduit à rien le droit fondamental du peuple polonais à une existence indépendante. L'actuel gouvernement des Quisling révisionnistes en Pologne n'est maître ni de la défense du pays ni de la politique extérieure de la Pologne, qui sont toutes deux décidées à Moscou. La Pologne dépend économiquement de l'Union soviétique, c'est-à-dire que le développement économique de la Pologne est subordonné aux intérêts et aux besoins du social-impérialisme soviétique. C'est sur cette base que sont organisés, dans le cadre du Comecon, le commerce extérieur polonais, la politique d'utilisation de crédits étrangers, la politique d'investissements, la fixation des prix de détail et de la valeur du rouble d'échange. Enfin, cette politique se manifeste par un revenu national tout à fait défavorable pour la Pologne. L'Union soviétique utilise la différence de niveau de développement et d'utilisation de la science et de la technique dans le processus de production, et elle tire de l'économie polonaise tous les avantages du profit capitaliste maximal. Par ailleurs, les exportations polonaises doivent satisfaire en premier lieu les besoins pressants de l'URSS. Il en est de même en ce qui concerne l'approvisionnement du marché intérieur. Tout ceci cause des difficultés financières, réduit les entrées de devises et réduit la part du revenu national consacré à la consommation. Ce sont avant tout la classe ouvrière et les masses laborieuses qui en sentent les conséquences négatives.

RM : Quel rôle jouent l'impérialisme US et l l'impérialisme ouest-allemand ?

KM : L'impérialisme US et l'impérialisme ouest-allemand voient dans la Pologne le plus grand satellite du social-impérialisme soviétique, un pays qui dispose d'une base énergétique assez importante, d'un marché important et diversifié et où jouent des liens culturels et par l'intermédiaire des émigrés, avec l'intelligentsia bourgeoise et les couches paysannes.

C'est l'Ouest qui, dans une certaine mesure, a imposé à la clique Giereck la politique dite de «développement dynamique basée sur le crédit», mais à Varsovie, cette politique a été accueillie avec soulagement en raison des difficultés consécutives à la révolte et aux grèves de décembre 1970 et au manque total de réserves financières. «Qui est en train de se noyer saisit le brin d'herbe qu'on lui tend.» (...) Les importations se font à des prix régis par l'inflation, et ce sont des types très précis de machines, d'équipements et de marchandises qui sont les plus touchées par la chute de production. Donc, premièrement, la Pologne n'a pas le choix, deuxièmement, elle doit livrer des matières premières polonaises : du charbon, du cuivre, du soufre.

COLOMBIE
Violentes manifestations contre Kissinger

De puissantes manifestations d'étudiants se sont déroulées lundi soir en Colombie pour protester contre la visite du secrétaire d'État américain, Henry Kissinger. Quelque 150 étudiants ont été arrêtés, et on compte de nombreux blessés parmi les étudiants, mais également parmi les forces de l'ordre.

A Medellin, deuxième ville du pays, les étudiants ont riposté aux charges de police et 28 policiers ont été blessés ; il y a eu plus d'une centaine d'arrestations.

Les autorités colombiennes avaient pris des mesures de sécurité exceptionnelles pour la visite de Kissinger, preuve que sa réputation n'est plus à faire auprès des masses colombiennes.

nouvelles intérieures

DES MILLIERS DE TRAVAILLEURS ONT MANIFESTE A FOUGERES

(Suite à la page 1)

Ce rassemblement ayant un caractère unitaire au départ vit vite des divergences entre la CFDT et la CGT. En effet, la CGT et le PCF prirent la tête du cortège en scandant tout de suite : «Union, action, programme commun». Devant les questions posées sur le pourquoi de ce mot d'ordre les révisionnistes déclarèrent : «Nous voulons une manifestation calme» et que c'était dans la dignité que l'on gagnait la confiance de la population. Mais de quel calme et de quelle dignité peuvent ainsi parler ces diviseurs du mouvement ouvrier, seul pour eux comptaient la publicité pour le programme commun, sans doute aussi c'était une campagne électorale en vue des prochaines cantonales.

Alors que l'ensemble des manifestants avec la CFDT scandaient : «Une seule solution la révolution». A la fin de la manifestation, des militants CFDT ont allumé un feu de joie devant les grilles de la sous-préfecture. Action que la CGT rejetait et critiquait, pour eux seul le «programme commun» peut changer la situation à Fougères.

Rappelons que l'usine Réhault a perdu un marché important avec l'URSS en 1975, celui de 300 000 paires de chaussures, et c'est sans doute en manifestant dans le calme et pour le programme commun que ce marché pourrait être reconquis, c'est ce qu'espèrent du moins ces «messieurs» du PCF et de la CGT comme remède.

Les travailleurs de l'usine, dont les 2/3 sont des femmes agées de 20 à 30 ans n'entendent pas laisser disparaître leurs emplois et avec la CFDT se sont installés dans l'action avec l'occupation.

Et comme le déclarait Eugène Simon, délégué CFDT de Réhault : «Pour nous, il n'est pas question d'abandonner l'entreprise avant qu'une solution ne soit trouvée». Et d'ajouter : «Nous envisageons, si le problème n'est pas résolu, une fabrication sauvage de chaussures pour auto-financer la lutte, dans l'attente de la création d'un millier d'emplois à Fougères.»

D'après la brève analyse de cette manifestation, il est bon de remarquer une fois de plus les véritables desseins du PCF et de la CGT, et de leur... soutien aux luttes pour l'emploi. Aussi, les travailleurs de Fougères, qui se battent avec détermination pour leur emploi, pour leur pain, saurons, soyons-en convaincus, déjouer toutes les tendancieuses manœuvres d'où qu'elles viennent.

Fait divers
Assassinat sans bruit

Trois chauffeurs-routiers de Nevers comparaissent, depuis lundi, devant la cour d'assises de la Nièvre pour répondre du meurtre de Mohamed Areski Fekid, 41 ans, de nationalité algérienne, manœuvre à la société ferroviaire de Rungis.

Les faits remontent à 1972, mais les trois meurtriers n'ont été identifiés qu'en 1974.

Le 8 août 1972, les trois chauffeurs dînaient dans un restaurant situé sur le bord de la RN7, près de Nevers. Ils avaient copieusement arrosé leur repas et ils se prirent de querelle avec deux Algériens dés leur entrée dans le restaurant. Christian Cheuton se précipita sur Mohamed Areski Fekid, le frappa et l'entraîna dehors où il l'assoma.

Les trois hommes quittèrent rapidement l'établissement et repartirent pour Nevers. Sur la route, ils trouvèrent l'Algérien qui tentait péniblement de rejoindre son domicile. Ils le contraignirent à monter dans le véhicule où Cheuton recommença à le rouer de coups. A l'entrée de Nevers, le long de la Loire, Mohamed Areski Fekid fut projeté sur le sol mais en reculant il tomba dans le fleuve.

Son corps fut retrouvé quelques jours plus tard, mais le légiste conclut à une mort par noyade. Ce n'est que deux ans plus tard, à la suite de témoignages, que la gendarmerie de Nevers devait rouvrir l'enquête. Arrêtés, les trois meurtriers passèrent aux aveux.

Au cours de cette première journée de procès, les trois accusés ont contesté les conclusions de l'accusation, ne manifestant pas le moindre regret.

La journée de mardi sera consacrée au réquisitoire et aux plaidoiries, le verdict étant prévu en fin de journée.

A aucun moment on n'a entendu Poniatowski ou Lecanuet faire de ces bruyantes déclarations qu'ils ont fait à l'occasion de l'affaire Patrick Henry. Il est vrai que des travailleurs immigrés on en tue presque chaque mois et que des personnages haut placés prônent le racisme. Ne vous interrogez donc pas sur le silence des ténors de l'État, la division entre travailleurs français et immigrés, l'agression des immigrés c'est trop bon pour eux.

Après le 22è Congrès du PCF
ANALYSE SOCIALE D'UNE DIRECTION FEDERALE DU PCF

Le journal « Le Travailleur du Languedoc» fondé avant la guerre par d'authentiques communistes (et notamment par Mioch et Barbe Gilbert assassinés par les nazis) est devenu depuis la dégénérescence du PCF une feuille à parution irrégulière qui sert surtout de support publicitaire à une certaine petite et moyenne bourgeoisie commerçante.

Dans son numéro de février-mars abondamment distribué gratuitement (car personne – à part quelques militants farouches – ne veut payer une telle feuille), le «Travailleur du Languedoc» publie la liste complète de la direction fédérale de l'Hérault du Parti révisionniste.

Cette publication est très instructive car, entre autres choses, elle révèle ceci :

Que cette direction comprend 55 personnes dont notamment :

14 intellectuels (professeurs d'université – instituteurs)

11 «permanents» de la bureaucratie du PCF ou de la CGT, permanents pour ainsi dire inamovibles depuis plus de vingt ans et qui ont fait «carrière» dans le «fonctionnariat» du PCF.

2 artisans-commerçants

4 cadres de la SNCF, de l'EDF ou de l'IBM.

soit déjà 31 personnes qui n'ont rien à voir avec la classe ouvrière ou même avec le «salariat du secteur tertiaire».

Le reste est composé de 13 ouvriers, 9 employés et 2 viticulteurs. Il convient d'ailleurs de noter que ces ouvriers sont loin d'être payés au SMIC, quant aux viticulteurs l'un d'entre eux n'est autre chose que l'un des dirigeants à l'échelon national du MODEF, de plus maire de Montblanc, ce qui en fait plus un «permanent» qu'un vigneron aux mains calleuses (même si à l'origine il était cela).

Il faut noter également comment sont qualifiés certains de ces «permanents». Ainsi M. Paul Balmigère député de l'Hérault est qualifié d'«ouvrier agricole», profession qu'il exerça effectivement alors qu'il était très jeune (avant-guerre) pendant deux ou trois ans maximum. Depuis la Libération M. Balmigère ne s'est jamais bien fatigué à porter la sulfateuse ou à se geler les doigts pour tailler. Il est en effet depuis 1946 permanent du PCF ou député. Son origine ouvrière (que personne ne lui conteste) ne lui donne pas le droit de se qualifier d'ouvrier agricole aujourd'hui.

Il en est de même de M. Robert Teff qui se fait appeler «ouvrier du bâtiment», profession qu'il exerça certes quelques mois aux environ de 1947 avant de devenir lui aussi permanent inamovible et spécialiste des coups de gueule et des coups de poings contre les gens qu'il qualifie de «gauchistes». D'intéressantes photos ont été prises à ce sujet.

Même remarque pour M. Albert Solié qui fut ouvrier métallurgiste avant la guerre mais qui depuis trente ans n'a pas pointé à l'usine.

Ainsi comme on le voit la direction fédérale du PCF dans l'Hérault est à majorité bourgeoise et petite bourgeoise. Quant au Bureau fédéral qui chapeaute l'organisation il comprend 12 personnes sur 17 qui sont des intellectuels, des permanents ou des cadres supérieurs.

Dans de telles conditions il est facile de comprendre que de telles personnes, même dans le cas où on pourrait les considerer comme sincères, ne peuvent pas élaborer une ligne politique prolétarienne.

Ces gens-là sont insérés dans la bourgeoisie (grande, petite et moyenne). Leurs intérêts se confondent avec ceux de cette bourgeoisie.

Ils ne sont plus des communistes mais des révisionnistes plus préoccupés «d'arriver» par le canal électoral que de défendre réellement les travailleurs.

Attentats antialgériens
LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS MIS EN CAUSE

Alors que de nouveaux attentats ont été commis à la fin de la semaine dernière contre des locaux algériens, un mémorandum adressé par le ministère algérien des Affaires étrangères au quai d'Orsay met directement en cause la responsabilité du gouvernement français dans l'attentat commis il y a un mois par un réseau subversif antialgérien implanté en France contre les locaux du quotidien algérien «El Moudjahid», et accuse des services spéciaux français d'être étroitement liés à ce réseau.

Le mémorandum souligne que les auteurs de l'attentat d'Alger avaient à leur actif une série d'attentats à la bombe perpétrés contre des personnes et des représentations algériennes à l'étranger, et note que les organisations antialgériennes dont faisaient partie les membres du réseau arrêtés à Alger avaient non seulement bénéficié de l'impunité et de la mansuétude de la police française, mais avaient des attaches avec des services spéciaux français dont certains responsables sont cités nommément par le mémorandum algérien.

Après avoir souligné qu'aucune enquête sur les multiples attentats commis en France contre des représentations algériennes («EL Moudjahid» estime que leur nombre dépasse la soixantaine depuis 1969) n'a abouti à l'arrestation d'un de leurs auteurs, le mémorandum déclare que «le gouvernement algérien se trouve dans l'obligation de conclure à la responsabilité du gouvernement français».

Le gouvernement algérien demande au gouvernement français de prendre toutes les mesures nécessaires et urgentes pour mettre un terme définitif à ces agissements criminels et lui demande de prendre d'ores et déjà les mesures qui s'imposent, notamment :

« – que toutes les enquêtes qui n'ont pas abouti soient reprises, compte tenu des éléments mis en lumière avec l'enquête menée à Alger afin que les coupables soient poursuivis et condamnés.

» – que toutes les mesures soient effectivement prises pour démanteler les organisations terroristes antialgériennes.

» – que les fonctionnaires coupables de collusion ou de complicité soient châtiés de façon exemplaire.

» – que les responsables de la police qui ont fait preuve de passivité soient sanctionnés.

» – que les organes de presse qui ont encouragé, exalté ou justifié ces crimes soient poursuivis».

Concernant les derniers attentats de nombreuses questions se posent. C'est ainsi que l'attentat commis dans la nuit de samedi à dimanche contre l'Office du tourisme algérien à Paris avait été précédé d'une tentative dans la nuit de vendredi à samedi. Une charge explosive avait été découverte. Comment se fait-il qu'aucune protection des locaux n'ait été ensuite effectuée ? Il y a quelques jours, des tracts du «Fluna», organisation qui a revendiqué les derniers attentats, avaient été découverts au domicile du dénommé Rousseau, connu également comme responsable de l'organisation terroriste «SOA». Comment se fait-il qu'il ait été laissé en liberté ?

la France des luttes

VICTOIRES OUVRIERES ET PERSPECTIVES DE LUTTES

Dans le trust Rhône-Poulenc

Suite de la page 1

Dans certaines usines, c'est l'obligation pour les femmes ouvrières dont le mari travaille, d'être payées à mi-temps ; la lutte a déjà commencé dans deux usines contre cette mesure scandaleuse par l'occupation de certains ateliers.

Dans tout le trust Rhône-Poulenc, c'est le licenciement des jeunes de retour du service militaire ; «si tu ne fais pas ton service tu es déserteur», «si tu le fais tu es chômeur» — c'est la liberté de choisir son avenir à la mode capitaliste !

Les militants de l'Humanité-Rouge de Rhône-Poulenc Vitry rappellent dans un tract que *«plus que jamais l'unité et la solidarité dans tout le trust est à l'ordre du jour. Unité et solidarité entre les usines qu'elles soient chimiques ou textiles. Unité et solidarité entre les différentes catégories. Unité et solidarité entre les jeunes et les vieux, les femmes et les hommes, les Français et les immigrés».*

La lutte contre le chômage, les licenciements ainsi que l'action contre la répression syndicale et politique reste prioritaire. Après les événements de Vitry, il y a eu, à Roussillon, 10 délégués CFDT et CGT de mis à pied suite à une collecte dans l'usine. A Vénissieux tout dernièrement la direction annonçait le licenciement de 23 délégués CFDT et CGT, puis aurait reculé devant les luttes qui s'annonçaient.

Victoire des travailleurs de la CITO

La semaine dernière, après quelques jours de grève totale pour de meilleurs salaires, la quasi totalité du personnel de la CITO, entreprise de tuyauterie travaillant pour Rhône-Poulenc Vitry ont obtenu satisfaction : une augmentation de 2 F de l'heure pour tous (350 F par mois), des indemnités de déplacement égales pour tous, quel que soit le coefficient hiérarchique. C'est par leur grande unité, renforcée par le choix des revendications égales pour tous, par l'adoption d'une forme de lutte efficace : la grève illimitée jusqu'à satisfaction, que les travailleurs de la CITO et leur section syndicale CGT ont arraché la victoire. La grève de la CITO... un exemple à suivre !

Les communistes marxistes-léninistes de Rhône-Poulenc Vitry-sur-Seine

Victoire à Roneo

Après 5 semaines de grève avec occupation, les travailleurs de Ronéo ont obtenu — dans l'ensemble — satisfaction. En effet sur les 1 F de l'heure d'augmentation, ils ont obtenu 0,80 F de l'heure, plus 3 % d'augmentation, de même que d'autres avantages tels : 720 F d'indemnité pour les jours de grève, une heure d'information syndicale payée, l'indexation des primes au salaire (soit 350 F) et aucune poursuite pour fait de grève. Ils ont ainsi repris la tête haute le travail lundi matin.

Toutefois les travailleurs de Ronéo fiers de leur lutte victorieuse n'en restent pas moins mobilisés pour d'autres problèmes, notamment l'hygiène et la sécurité et les conditions de travail. Nous reviendrons plus en détail sur cette victoire dans nos prochaines éditions.

Victoire à Auxillec

Les travailleurs d'Auxillec aprés plusieurs semaines de grève avec occupation ont obtenu satisfaction sur leurs revendications. Il restait toutefois en suspens la répression sur les délégués syndicaux par la menace de licenciement. Lundi un accord avec la direction sur la levée des sanctions aux délégués a permis la reprise du travail à Auxillec. La mobilisation demeure ainsi que la vigilance en cas de répression.

S.C.C. près de Cerizay (Vendée)

Après un premier succès

L'OCCUPATION CONTINUE CONTRE 17 LICENCIEMENTS

Depuis 2 mois les 82 personnes dont 80 femmes de SCC (société de confection de la Châtaigneraie) n'étaient pas payées. L'entreprise a déposé son bilan le 20 janvier et le nouveau patron décide de licencier 17 ouvrières fin janvier.

Le lundi 2 février à 7 h 30 les 17 licenciées se présentent au travail. Le patron veut les faire sortir, c'est alors que 79 ouvrières sur 82 décident de faire grève et de constituer une section syndicale CGT. Dans la journée, comme le patron déménage les machines, elles décident d'occuper l'usine et le lendemain c'est le patron qui se voit interdire l'entrée de l'usine.

Il est remarquable qu'aucune grève n'avait jamais éclaté dans cette entreprise et qu'il n'y avait pas de section syndicale, mais les patrons sont de bons profes seurs par la négative.

Un premier succès a été obtenu : le paiement des deux mois de salaire en retard. Mais les ouvrières, prenant exemple sur la combativité des ouvrières de Cerizay, sont décidées à poursuivre une grève de longue durée jusqu'à la suppression des 17 licenciements.

correspondant HR.

Clermont-Ferrand

Société métallurgique de Gerzat

QUAND LES CHEFS REPARENT LE CHAUFFAGE POUR LES OUVRIERS

A SMG dans l'atelier de mécanique, le matin à 5 heures il fait de plus en plus froid. Le chauffage ne marche pas. Lundi y'en avait ras l'bol. Alors les ouvriers discutent entre eux et en particulier s'adressent à un camarade marxiste-léniniste délégué qui vient d'être exclu arbitrairement de la CGT. Quand il s'agit de lutter vraiment les ouvriers savent à qui s'adresser et ce n'est pas «Monsieur Cellier» délégué syndical PCF qu'ils vont voir et qui pourtant est là lui aussi qui a froid à sa machine. Le camarade va alors le voir et lui demande de participer à la grève décidée unanimement par les ouvriers de l'atelier, puis il va prévenir le chef d'atelier que tant que le chauffage ne marchera pas ils ne reprendront pas le boulot, et qu'il fasse descendre le directeur Busseau. Aussitôt les chefs de s'affairer à essayer de réparer le chauffage pendant que les ouvriers vont se réchauffer au vestiaire. Là tout le monde est d'accord pour ne reprendre le boulot que quand le chauffage marchera.

Alors le chef vient et leur dit qu'il faut retourner au travail. Quelques ouvriers y vont, suivis aussitôt par le délégué syndical PCF. Le chef avait déjà essayé de le prendre tout seul à l'écart mais les ouvriers l'ont empêché en les suivant tous.

Les ouvriers persuadent les quelques-uns qui s'apprêtaient à reprendre le travail sous l'injonction du chef à ne pas le faire et tous montent au bureau du patron. Là le délégué syndical ne pipe pas mot tandis que le camarade et les ouvriers marquent leur détermination. Essayant d'isoler en vain le camarade marxiste-léniniste le patron lui dit : «C'est peut-être votre intérêt à vous de faire grève mais pas à nous», en faisant un geste qui l'englobe avec les autres ouvriers. Mais ça ne marche pas et il descend à l'atelier.

Les ouvriers de l'atelier continuent leur action jusqu'à une heure, en montant 20 minutes par heure se réchauffer au vestiaire. L'après-midi c'est un déferlement de techniciens d'entreprise de chauffage extérieure pour venir réparer le chauffage de l'atelier.

La lutte paie : cela donne confiance aux gars de l'atelier et aussi de toute l'usine. Comme c'est au pied du mur qu'on voit le maçon, un ouvrier a tiré la leçon en perdant les dernières illusions qu'il avait sur le soi-disant communiste qui dirige la section CGT : «Cellier m'a écœuré».

Ça commence à se savoir dans l'usine que ceux qui sont pour la dictature du prolétariat et pour le poing levé sont leurs vrais défenseurs face au patron.

Correspondant H.R.

Société Nouvelle de Roulements (Annecy)

9 GREVISTES ASSIGNES EN REFERE

Alors que les 4 000 salariés de SNR (filiale de Renault) occupent les 4 usines depuis le 19 février, 9 d'entre eux sont assignés en référé mardi 24 février. La grève avec occupation continue et mercredi une manifestation est prévue à 9 heures du matin.

Contre Verrier, escroc et cumulard

Manifestation des paysans spoliés à Remalard dans l'Orne

Mercredi, des paysans du Perche dans l'Orne, ainsi que d'autres départements iront manifester devant les portes de l'usine Verrier à Rémalard.

Verrier, c'est un patron fabriquant des aliments pour bétail. Seulement pour accroître ses profits, ce patron n'a pas hésité à vendre aux paysans des aliments avariés. Ceux-ci ont entraîné la perte d'une partie de leur élevage.

La FNSEA avait promis de s'occuper du règlement financier de cette affaire, mais bien entendu les pontes plus proches des patrons que des paysans spoliés n'ont jamais bougé le petit doigt.

C'est pourquoi un comité de défenseurs des 7 éleveurs s'est constitué, celui-ci bénéficiant du soutien du mouvement «Paysans-Travailleurs». Début janvier une centaine de paysans sont venus voir le patron pour exiger :

1- le remboursement des pertes subies par eux (veaux)

2- le remboursement des agios (avances)

3- l'arrêt des poursuites en cours

4- la rémunération de leur travail, le tout équivalent à 92 millions d'anciens francs.

Pour le moment, Verrier refuse de rembourser ses dettes aux paysans, et prétend licencier ses ouvriers, (25), s'il y était obligé. Ces derniers jours, il a intensifié l'intoxication parmi les ouvriers de l'usine en les réunissant dans le but de les dresser contre la juste action des paysans.

D'ailleurs, un certain nombre de paysans insistent pour que soit affirmé leur soutien concret aux ouvriers dans l'action, et disent «S'il faut occuper l'usine avec les ouvriers, on le fera». Il n'est pas question en effet pour eux de «retirer ses billes» une fois les millions remboursés et laisser tomber les ouvriers s'ils étaient licenciés.

Cela serait grave non seulement sur le plan de la lutte, mais aurait de graves conséquences politiques. La bourgeoisie locale aurait alors un atout lui permettant de diviser les ouvriers et les petits paysans dans une région où la lutte de classe à la ville et à la campagne ne cesse de se développer.

C'est pourquoi, lors de la manifestation d'aujourd'hui mercredi à Remalard (13 h place du gl de Gaulle) et après, il est nécessaire d'agir pour donner un contenu réel à l'unité ouvriers-paysans. Unité qu'il ne suffit pas de clamer, mais qu'il faut construire dans la lutte. (compte-rendu de la manifestation dans une de nos prochaines éditions)

la France des luttes

FOUGERES, CAPITALE DU CHOMAGE

De nos envoyés spéciaux.

Fougères, une petite ville de 30 000 habitants dont l'industrie de la chaussure constituait la principale activité et qui pourrait aujourd'hui avoir le titre de «capitale du chômage». Jusqu'à ce mois-ci on y comptait plus de 1 000 chômeurs. En moins de quinze jours, 1 150 travailleurs viennent à leur tour d'être touchés par le chômage.

Coup sur coup, ce sont trois entreprises de chaussures qui ferment leurs portes. Réhault licencie 650 travailleurs, Maunoir 170, Morel 280. Plus de 2 000 chômeurs sur une population active d'environ 10 000 travailleurs ! Un travailleur sur 5 au chômage ! Des familles entières sont touchées par le chômage, la mari, la femme, les enfants. On imagine quelle misère cela peut signifier.

Parmi ces chômeurs beaucoup ne touchent rien, surtout des femmes qui avaient dû arrêter de travailler et qui maintenant recherchent un emploi. Ceux qui touchent quelque chose ne l'ont pas en temps voulu. Certains n'ont rien eu depuis trois mois. A Rennes, un ordinateur est en panne, ce qui provoque des retards considérables dans le paiement des allocations chômage. Une des revendications essentielles des chômeurs est aujourd'hui de toucher les Assecic tous les quinze jours. A cela s'ajoute que le montant des allocations-chômage baisse au fur et à mesure que la durée du chômage se prolonge ; or à Fougères, elle est de plus en plus longue. Voici un exemple qui, parmi bien d'autres, illustre la situation des chômeurs et l'utilisation que cherchent à en faire les patrons. C'est une jeune fille de 19 ans, elle avait été embauchée en coup de main. Il lui a fallu attendre trois mois avant de toucher les allocations de chômage. On lui propose un emploi dans une localité voisine, St Brice en Coglès. Salaire proposé : 600 F par mois ! Entre ses frais de transport pour venir travailler et le repas du midi, elle aurait pour 600 F de dépenses.

La police cherche également à tirer partie du chômage. Dans certains quartiers elle a voulu transformer de jeunes chômeurs en indicateurs. Ce qui a entraîné de nombreuses protestations.

Le chômage et le chômage partiel ont toujours été importants à Fougères. Chaque année, pendant plusieurs mois les horaires étaient réduits. Mais aujourd'hui, les travailleurs se trouvent le dos au mur. Les chômeurs ne retrouveront pas de travail sur place, aucune entreprise ne s'est installée. Ailleurs, on sait que le chômage règne également. Tout cela fait que les travailleurs sont de plus en plus déterminés à refuser leur licenciement, à se battre coûte que coûte pour leur emploi.

LE SCANDALE.

Pendant que le chômage se développe la municipalité UDR, quant à elle, dépense d'énormes sommes dans des constructions de prestige... avec l'argent des travailleurs. C'est ainsi qu'elle prévoit de faire construire une salle polyvalente de 1 milliard et demi de francs. Ce scandale a révolté à juste titre la population travailleuse de la ville. D'un côté la misère... de l'autre le luxe construit sur le dos des ouvriers. Mardi 17 février, tous ensemble, les travailleurs de Réhault sont allés en manifestation boucher les tranchées de construction de la salle polyvalente puis ils sont allés chercher leurs lettres de licenciement à la poste. Ils se sont dirigés ensuite vers la sous-préfecture où ils ont collé sur les murs leurs enveloppes de licenciement et inscrit à la peinture rouge sur la place de la sous-préfecture : place du chômage.

LE JEU DU PATRONAT

Les licenciements massifs et brutaux ont provoqué une situation qui pourrait devenir explosive. D'ailleurs, le gouvernement ne s'y trompe pas et l'on dit que des CRS et des gendarmes mobiles seraient arrivés. Personne ne les a encore vus, ils seraient cantonnés dans un lieu gardé secret, prêts à intervenir.

On se demande, parmi les travailleurs, pour quelle raison les patrons ont décidé de procéder à tous ces licenciements en même temps, créant ainsi une situation explosive. Il paraissait jusque là qu'ils avaient l'intention de licencier petit à petit pour tenter de démobiliser les ouvriers. Il semble que leur décison soit due aux contradictions existant au sein de la bourgeoisie. Les patrons de la chaussure de Fougères appartiennent à la catégorie des Petites et moyennes entreprises. Ils sont concurrencés par de grands trusts tels que Bata. A plusieurs reprises ils ont demandé au gouvernement des subventions qu'ils n'ont pas pu obtenir. En mettant 1 000 travailleurs sur le carreau, ils espèrent obtenir ces fonds. Les patrons de la chaussure voudraient faire croire que les ouvriers et eux-mêmes ont le même intérêt. Ils voudraient utiliser les ouvriers comme une masse de manœuvre dans leur concurrence avec les autres capitalistes. Mais tandis que les ouvriers sont jetés à la rue, Réhault quant à lui a retiré ses capitaux de l'entreprise et les a mis de côté. Comme les autres patrons de la chaussure, il n'a pas perdu un sou. Il voudrait que ce soit les ouvriers qui paient les pots cassés.

LA LUTTE EST ENGAGÉE :

Après que la nouvelle des licenciements ait été connue, les ouvriers de Réhault ont attendu quelques temps avant de risposter. Aujourd'hui, l'usine est occupée. Un drapeau rouge flotte sur le toit. On voit également un drapeau breton. Les travailleurs veulent ainsi montrer que c'est une entreprise de plus qui ferme ses portes en Bretagne. Quand nous arrivons, les travailleurs sortent de l'assemblée générale qui s'est tenue comme chaque après-midi. Des commissions ont été formées. C'est l'une d'elles qui nous reçoit, la commission extérieure. Elle regroupe des hommes et des femmes dont le rôle est de populariser la lutte, de l'expliquer. Comment en est-on arrivé aux licenciements ? C'est ce que les travailleurs nous expliquent. Cela fait déjà longtemps que la menace des licenciements pesait. En 1974, la direction avait déjà voulu procéder à 350 licenciements. Il y avait eu alors un mouvement syndical pour s'y opposer. Malgré tout, 43 travailleurs ont été mis en pré-retraite. C'était un licenciement déguisé.

Malgré tout, ces travailleurs sont restés organisés dans la CFDT et aujourd'hui ils participent à la lutte.

Puis il n'y a plus eu de travail dans l'usine. Les heures de chômage partiel atteignaient de très importantes proportions. Certains travailleurs ont eu ainsi jusqu'à 1 000 h de chômage partiel dans l'année. La direction a tout fait pour essayer de démobiliser les travailleurs, faire traîner les choses. Le patronat et les pouvoirs dits publics s'étaient engagés à ce qu'il n'y ait pas de licenciements jusqu'en février 76. Mais les ouvriers s'attendaient à ce que la nouvelle finisse par arriver. Depuis longtemps, le patron apportait des réponses floues aux questions des travailleurs si bien que ceux-ci finissaient par se rendre compte qu'il se préparait à licencier.

CE SERA TOUT LE MONDE OU RIEN

Maintenant l'épreuve de force est engagée. *«Il n'y aura pas de reprise du travail sans que tout le monde soit repris. C'est tout le monde ou rien»*, telle est la position des travailleurs. Ils sont opposés à toute manœuvre qui viserait à reprendre une partie du personnel et à laisser l'autre dehors. Unis, les travailleurs le sont et veulent le rester. Déjà, certaines rumeurs commencent à circuler selon lesquelles environ 200 employés seraient repris. Mais personne n'est dupe. Il s'agit seulement de créer un climat d'illusions pour désamorcer le combat.

Les ouvriers ont un atout dans leurs mains : les stocks de chaussures et de peaux. Il y a pour 100 millions de chaussures et 150 millions de peaux. Tout cela, un jour ou l'autre pourrait être utilisé par les travailleurs pour soutenir leur lutte. Pour le moment, ils sont bien décidés à protéger ces stocks pour les conserver sous leur contrôle. L'usine est occupée jour et nuit, par équipes. Un réglement a été adopté, chacun doit être présent au moins 60 heures par mois. Un des problèmes aujourd'hui posé est de développer un mouvement de solidarité dans la population. Pour cela, des contacts ont été établis avec des paysans-travailleurs de la région

LA NECESSAIRE UNITE D'ACTION DES OUVRIERS

Mais le plus important reste de réaliser l'unité entre les travailleurs des trois entreprises touchées par les licenciements. Il est certain que tout va être fait pour les diviser, pour faire croire à des solutions cas par cas. La manifestation interprofessionnelle qui a eu lieu lundi à l'initiative de la CFDT devait être le premier pas dans la réalisation de cette nécessaire unité des travailleurs dans la lutte contre les licenciements et le chômage.

Tout va être fait également pour détourner les travailleurs de l'action, au profit de «tables-rondes» avec les patrons et des représentants du gouvernement. FO cherche à s'opposer à toute action et prépare une rencontre avec le préfet et les patrons. Le PCF pour sa part réclame des discussions à Paris et a déjà eu des contacts avec le ministère du Travail. Mais de plus en plus de travailleurs ne comptent que sur leur lutte. Celle-ci ne fait que commencer. Elle est la seule voie possible qui réponde aux intérêts des ouvriers et de toute la population travailleuse de Fougères. N'annonce-t-on pas encore que 130 licenciements pourraient avoir lieu début mars dans une autre entreprise de la ville ?

Plusieurs milliers de manifestants lundi à Fougères.

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Le No 15 2è quinzaine de février 1976
vient de paraître

Au sommaire notamment un reportage de notre envoyé spécial sur les récentes manifestations du midi viticole ainsi que des articles sur la mécanisation en France et en Chine, un éditorial sur l'unité des ouvriers et des petits paysans...

Passez vos commandes à L'Humanité rouge
B.P. 75861 Paris cedex 18
Le No : 0,70 F

Abonnement
15,00 F par an pli ouvert
30,00 F par an pli fermé
Adresse provisoire :
La Faucille : Humanité rouge — BP 61 — 75461 Paris Cedex 18.
CCP Humanité rouge — 30 226 72 La Source.

Informations générales

8 MARS : PREPARONS LA JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES

Le 8 mars, journée internationale des femmes, approche. Cette année il n'y aura pas de meeting central à cette occasion mais des meetings locaux ou régionaux seraient une excellente initiative, partout où c'est possible.

Pour faciliter leur préparation nous publierons cette semaine une série de fiches techniques. La première, que nous publions ci-dessous, porte sur le matériel audio-visuel existant sur ce front, susceptible de servir de base à une discussion collective sur l'oppression spécifique qui pèse sur les femmes et leur participation aux luttes révolutionnaires.

Outre les films mentionnés dans l'ouvrage de Guy Hennebelle, signalons l'excellent film de Biberman «Le sel de la terre» qui relate la prise de conscience et l'engagement d'une femme de mineur gréviste du nouveau Mexique (90 mn - 16 mm - noir et blanc - diffusion : fédération Jean Vigo 8 Rue Lamarck 75018 Paris - Tél. 254-04-57, ou Fédération française des ciné clubs 6 Rue Ordener 75018 Paris Tél. 345-19-98).

La CFDT (26 Rue Montholon Paris 9ème Tél. 280-62-43) diffuse également un film (que nous n'avons pas encore vu) «Trois travailleuses parmi tant d'autres».

L'Humanité Rouge dispose de deux montages diapos-sonorisés, l'un (projeté au meeting central du mois de juin dernier) sur les luttes des femmes du monde entier, l'autre sur «les femmes chinoises». (Chacun de ces montages est disponible en trois exemplaires. Les commander à la boîte postale du journal).

LES LUTTES FEMININES AU CINEMA (MILITANT)

Bien qu'il soit possible que cette liste ne soit pas exhaustive, le nombre de films militants consacrés à l'illustration des luttes féminines reste faible.

Histoire d'A

Production : Groupe d'information santé (GIS). Réalisation : Charles Belmont et Marielle Issartel. 1974. 90 minutes. 16mm. Noir et blanc. Diffusion : Cinéthique 6575722 Paris Cedex 15.

Dénonciation des méfaits de l'interdiction de l'avortement et de l'insuffisance de la connaissance des méthodes contraceptives. Par delà, ce film (qui est aujourd'hui autorisé après avoir été interdit pendant un an) est aussi un réquisitoire plus général contre la subordination de la femme dans le régime capitaliste français.

Les enfants du gouvernement

Réalisation collective. 1974. 42 mn. 16 mm. Noir et blanc. Diffusion : Iskra, 74 Rue Albert 75013 Paris. Tél. 583-94-63.

Série d'interviews sur la maternité dite «illégitime». Les élèves d'un CES de Plessis-Robinson réservé aux mineures enceintes de 13 à 18 ans parlent de leur situation et protestent contre la façon dont elles sont traitées.

Scènes de grève en Vendée

Production et réalisation : Iskra. 1973. 16 mm. Couleur. Diffusion : Iskra 74 Rue Albert 75013 Paris. Tél. 583-94-63.

A Cerisay, 95 ouvrières à l'exemple des Lip mènent une grève active, en fabriquant des chemisiers... et des chansons révolutionnaires. Sur cette grève, il existe aussi une bande vidéo intitulée : «Cerisay, elles ont osé», du groupe «Les cent fleurs». Diffusion : Mon œil, 20 Rue d'Alembert 75014 Paris. Tél. 331-69-00.

Liberté au féminin

Réalisation : Serge Poljinski et Amalvy. 1973. 17 mn 16 mm. Couleur. Diffusion : Unité de production Cinéma Bretagne, 35 Rue Singer 75016 Paris. Tél. 224-74-24. Ou «Le grain de sable» 139 Rue de l'Ouest 75014 Paris Tél. 532-48-67.

Shanghaï au jour le jour

Réalisation : Claudie Broyelle et François Chomienne. 1973. Noir et blanc. 16 mm. 25 mn. Diffusion : AFC 32 Rue Maurice Ripoche 75014 Paris. Tél. SUF-57-14.

Reportage réalisé en Chine sur la condition féminine, au jour le jour comme le titre l'indique, dans un quartier de la ville de Shanghaï, commenté comme un film de famille par les auteurs sur les images. Un excellent document.

(A suivre demain)

JACQUES JURQUET

ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Recueils de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

Disponible aux librairies :

- Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris.
- La Force du Livre, 33, rue R.Leynaud 69001 Lyon.
- Le Sel de la Terre, 4, rue Mal-Foch 22000 St-Brieuc.

ou, par correspondance, à :

- E-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.

au prix de 30 F

Après le meeting organisé par les 47 foyers Sonacotra en grève des loyers

UNE IMPERIEUSE NECESSITE : RENFORCER L'UNITE ENTRE TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES

Quarante-sept foyers Sonacotra en grève des loyers, la plupart depuis près de six mois ; c'est là le résultat de l'exploitation et de l'oppression incroyables que la Sonacotra fait endurer depuis des années à des centaines de milliers de travailleurs immigrés de toutes nationalités. Aujourd'hui dans ces foyers, l'immense majorité des résidents mènent une lutte dure. Ils sont décidés à se battre jusqu'au bout pour la réduction de 100 F de leurs loyers, pour des conditions décentes de logement, pour de réelles libertés dans les foyers, mais aussi contre le système capitaliste et le racisme pour l'égalité des droits politiques avec les travailleurs français.

Leur détermination à vaincre n'a d'égal que leur unité dans la lutte, en témoigne le meeting qui s'est tenu le 21 février à Paris, réunissant près de 4 000 d'entre eux. Ce meeting, organisé par les travailleurs immigrés eux-mêmes et par le Comité de coordination qu'ils ont formé pour la conduite de la lutte, a connu un immense succès. La venue en masse d'ouvriers immigrés — il y avait 21 cars — était là pour le montrer.

Jamais les travailleurs immigrés n'avaient organisé pareil meeting. Mais c'est justement cela qui faisait apparaître, par contraste, le peu de soutien dont ils bénéficient dans leur combat de la part de leurs frères de classe français. Le 21 février en effet un nombre infime d'ouvriers français sont venus à la Mutualité. Et c'est là quelque chose de très négatif.

Cela prouve en tous cas que, loin d'être inefficace, la tactique de la bourgeoisie qui consiste à isoler les travailleurs immigrés en développant le racisme, à diviser la classe ouvrière est encore très influente. Et cela prouve du même coup combien il est important et urgent de combattre le racisme, les divisions, de combattre pour l'unité de classe du prolétariat.

Ainsi qu'il est apparu à plusieurs reprises, implicitement, au cours des interventions prononcées par les travailleurs immigrés, les dirigeants et autres notables du faux parti communiste français portent une responsabilité particulière dans cette division. N'est-ce pas par exemple, le point de vue répandu par les révisionnistes que les immigrés ne doivent pas dépasser une certaine proportion dans les communes sous peine de rompre «l'équilibre» entre la population française et immigrée et de provoquer des «troubles» ? Est-ce que la municipalité de Saint-Denis par exemple, aux mains des révisionnistes, ne met pas en pratique cette règle raciste ? Est-ce que ce ne sont pas non plus les faux communistes dirigeant la CGT qui affirmaient en 1970 leur «*volonté d'œuvrer pour l'instauration d'un STATUT DEMOCRATIQUE ET SOCIAL de l'IMMIGRE en FRANCE*»*, consacrant ainsi la politique de la bourgeoisie et de ses gouvernements successifs visant à renforcer la division entre travailleurs français et travailleurs immigrés, en demandant que ces derniers soient dotés d'un STATUT A PART.

En vérité cette attitude des dirigeants du faux parti communiste français n'a rien pour nous surprendre. Elle est entièrement conforme à leur ligne politique générale. Il est en effet dans leur intérêt de tout faire pour affaiblir la classe ouvrière en renforçant la division entre travailleurs français et travailleurs immigrés. Et il n'est pas moins conforme à leur ligne d'empêcher que se tissent et se renforcent des liens de solidarité entre le peuple de France et les peuples du tiers monde que représentent ici les travailleurs immigrés.

Aussi, au moment même où plus que jamais des menaces de répression et d'expulsion pèsent sur eux, il importe que les milliers de résidents des foyers Sonacotra en lutte soient assurés du soutien actif de leurs frères de classe français. Que tous les ouvriers se mobilisent pour empêcher qu'aboutissent les manœuvres visant à faire stopper la grève, et pour riposter du tac au tac à toute mesure de répression. Que les travailleurs français répondent massivement à l'appel lancé le 21 février par leurs frères de classe immigrés !

* Document reproduit en supplément au No 26 de *La Tribune du travailleur algérien* sous le titre révélateur quant à la nature de classe des révisionnistes, de «*Charte revendicative pour une politique de l'immigration (!) conforme aux intérêts des travailleurs français et immigrés*». Dans la citation les mots soulignés l'ont été par la direction CGT elle-même.

LE PCF CONTRE LES GRÉVISTES

La Sonacotra, Dijoud, les patrons et leur gouvernement, tout ce beau monde enrage devant la puissance de la grève des loyers menée dans les foyers Sonacotra. Mais parmi tous ces réactionnaires, il en est particulièrement que la rage commence à étouffer : ce sont les dirigeants du PCF. C'est qu'ils sont bien incapables de contrôler la moindre chose dans cette lutte. Ils ont bien essayé, mais chaque fois ils ont essuyé de cinglants revers, notamment lorsqu'ils négociaient en coulisse, à la place des résidents, avec la Sonacotra. Alors, ultime recours, ils se sont mis à déverser un flot d'injures sur les travailleurs. «*La Sonacotra et le gouvernement viennent de trouver un renfort imprévu dans un "comité de coordination" qui décrète représenter les 47 foyers en lutte et qui, par ses revendications démagogiques et son intransigeance, a contribué à faire échouer les négociations avec la direction de la Sonacotra*» **écrivait en page 4, le 20 février 1976,** *l'Humanité* **de ce faux PCF ! Et elle poursuivait :**

«*M. Dijoud a une fois de plus trouvé dans les gauchistes un facile moyen de diversion. Mais ce sont les travailleurs immigrés qui feront les frais de telles orientations aventuristes*» **! Il n'empêche messieurs du PCF que ce Comité de coordination si «intransigeant» et qui «décrète représenter» les travailleurs en lutte a fait — et comment ! — la preuve de son audience auprès des travailleurs et de sa capacité à mobiliser les masses en dépit de vos infectes calomnies. D'ailleurs cela, les dirigeants bourgeois du PCF l'ont bien vu ! Du coup ils n'arrivent même plus à trouver leurs mots : lundi matin dans leur** *Humanité* **il n'y avait pas une ligne sur la grève des foyers Sonacotra...**

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F

	Pli fermé
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.

culturel

Edition

les manuels du parfait «p'tit chef»

On peut trouver, dans les librairies spécialisées, une série de manuels qui se prétendent eux-mêmes «pour la formation permanente, à l'usage des psychologues, des animateurs et des responsables». D'une façon donc très claire, on annonce la couleur. Cette série de manuels, d'ailleurs très bien faits, permettent de s'initier également aux «relations dans un groupe» ou à la psychologie conjugale. Tiens donc ! A côté de ces sujets, on en trouve d'encore plus révélateurs :

«L'étude des postes de travail», volume au titre évocateur qui vous apprend à étudier «scientifiquement» les postes de travail pour en retirer un maximum de rentabilité...

«La psychologie de la relation d'autorité», volume qui apprend aux «responsables» à exercer leur autorité et à se faire respecter par les «non-responsables» (ou peut-être irresponsables ?).

«Le conflit dans l'entreprise». C'est-à-dire le parfait manuel du parfait «éviteur» de conflits et éventuellement du parfait «responsable» qui sait règler — sans douleur — tout conflit qui pourrait apparaître dans l'entreprise.

On peut aisément deviner à qui s'adressent ces volumes instructifs ; ils sont les livres de chevet de tous ceux qu'on désigne sous le nom de chefs du personnel, responsables, psychologues, etc. ; chacun d'eux y trouvera de quoi exploiter et réprimer «scientifiquement et rationnellement» les travailleurs.

LE SOUFFLE No 3
va bientôt sortir
La revue artistique et littéraire des communistes marxistes-léninistes de France, à la suite de graves retards dûs à d'importants problèmes techniques va bientôt sortir.
4 F. l'exemplaire.

A propos de l'affaire Philippe Bertrand et de celle du paysan Michel Boyle

L'INFORMATION HYPOCRITE

«L'agression culturelle, l'agression des mots, des sons, des couleurs n'est pas moins dangeureuse que l'agression militaire». Ces paroles prononcées par le grand écrivain prolétarien albanais Ismaël Kadaré définissent parfaitement le pouvoir d'influence de ce qu'on appelle les media (les moyens d'information). La télévision en est un exemple typique sinon le plus important.

C'est une arme qui dans les mains de la bourgeoisie rassemble à la fois les «qualités» d'instrument de torture, de laveuse de cerveaux, et de poison idéologique. C'est beaucoup, nous direz-vous, mais il faut voir le regard dramatique et entendre la voix grave d'un présentateur comme Roger Gicquel sur TF1 pour comprendre.

La bourgeoisie sait très bien manier cette arme et les hommes (et femmes) de main qui la servent. Un exemple très précis et brûlant d'actualité peut nous le montrer. Il s'agit de l'affaire du petit Philippe Bertrand, petit garçon de 8 ans assassiné par un jeune homme de 23 ans, Patrick Henry, son ravisseur. Crime horrible il est et restera d'autant plus qu'il est, comme nous l'avons dit dans une précédente édition (Humanité rouge du 24 février), le produit de la pourriture de cette société capitaliste dans laquelle nous vivons. Une telle société qui donne naissance à de telles monstruosités est elle-même un monstre.

Mais cette monstruosité est quotidienne et s'insinue dans chaque chose de la vie. Elle est dans la pratique quotidienne du crime par la bourgeoisie. Arrêter un travailleur immigré, le torturer et frapper jusqu'à ce que mort s'ensuive, cela n'est pas un crime pour Ponia et Giscard. Que des CRS massacrent à coups de casques un paysan, Michel Boyle âgé de 52 ans et père de 6 enfants, au cours d'une manifestation paysanne et qu'il décède à la suite de ses blessures, ce n'est sans doute pas un crime.

L'intervention odieuse à propos de l'assassinat de Philippe du ministre de l'Intérieur à la télévision pour pousser clairement la population au meurtre collectif et à la pratique du lynchage, ainsi que les paroles de Lecanuet montre l'hypocrisie du gouvernement. Passer 25 minutes d'interviewes pénibles où on exploite la moindre larme et le moindre sanglot des parents du petit Philippe est déjà intenable, mais cela devient une hypocrisie monstrueuse quand on note le temps imparti à l'annonce de l'assassinat de ce paysan qui luttait pour vivre décemment.

C'est ce qu'on appelle le style «sensation» tant prisé par France-Dimanche, Ici-Paris, Détective, etc., c'est-à-dire «l'objectivité» au service de la bourgeoisie qui met en avant les crimes monstrueux produits par son système pour mieux cacher ceux qu'elle commet pour maintenir ce même système.

Poème d'un lecteur

HOMMAGE A FRANCK STAAG

Franck Staag est mort à l'aube du 12 février dans les prisons anglaises.
Michael Gauchan est mort à Wight en juin 74.
Tant d'autres sont morts dans l'ombre des prisons.
Ils ont lutté jusqu'à la limite de leurs forces,
Jusqu'à la limite de leur vie.
Et tant d'autres sont emprisonnés, torturés à Longkesch ou ailleurs ;
Tant d'autres sont assassinés.
Tant d'autres sont baillonés.
Oui, tant d'autres. Un peuple
Sous les barbelés que l'on tend autour des zones interdites que l'on tend dans les villes, à travers les landes.
Sous la lunette des fusils, sous le bruit des bottes.
Sous les patrouilles armes au poing.
Sous les fouilles, sous les perquisitions,
Sous les gardes à vue, sous les détentions arbitraires,
Sous les quartiers fauchés par les raffles,
Fauchés par les rafales,
Un peuple qui ose vivre sous la terreur fasciste
Sous la terreur impérialiste.
Un peuple qui signe de son sang les graffittis
Sur les murs des usines
Aux enceintes des quartiers populaires.
Un peuple au sang rouge de la révolution
De la lutte anti-impérialiste.
Un peuple en armes tenant d'une main le fusil
De l'autre, son drapeau.
Un cœur frappé d'une force : l'IRA.
Irish Republican Army.
D'autres balles claqueront dans les rues étroites,
Malgré les ombres derrière les barreaux.
Des combattants sont morts en utilisant l'arme ultime : la grève de la faim.
Et ils ont été assassinés.
Mais d'autres mains reprennent le fusil
Pour un peuple armé d'une vérité et d'une victoire.

Une lectrice

sports

A propos de la rencontre de boxe Clay-Coopman

PASSONS LA MONNAIE !

«Le match de boxe Clay-Coopman est un vrai scandale ». Tel a été la réaction générale face à un match (championnat du monde !) organisé, c'était flagrant, pour une affaire de gros sous.

Même avertis des tares extraordinaires du système capitaliste et des lois qui régissent son monde, chacun de nous est encore étonné devant de tels faits. Ce match a été complètement organisé par des gens qui n'ont absolument rien à voir avec le sport mais simplement avec des intérêts financiers. Il suffisait que le match se tienne pour que Cassius Clay touche 450 millions et Coopman 45 millions... seulement. Combien de salaires d'ouvriers cela fait-il ?

A vrai dire, de tels matchs de boxe ne sont pas l'exception mais simplement l'expression «avançée» et particulièrement significative du sport tel qu'il est conçu par le capitalisme. Les organisateurs de ces rencontres s'ils n'ont certes rien à voir avec le sport populaire et au service du peuple (tel qu'il est pratiqué aujourd'hui par exemple en Chine et en Albanie socialistes) sont finalement les vrais protagonistes et maîtres du sport en régime capitaliste. Les «scandales» de ce genre sont en effet nombreux dans le domaine du tennis ou du sport automobile. Poussés par un système complexe dont la colonne vertébrale est faite de pièces de monnaie, les sportifs se «professionnalisent», deviennent de véritables «machines à sport», super-entraînées voire super-stimulées (pratique du dopage) pour satisfaire aux intérêts financiers mis en jeu. Le sport est un gigantesque comptoir où l'on vend et l'on achète des marchandises.

Vu par l'atelier «la Force du peuple»

l'Humanité Rouge

L'intervention de Jacques Jurquet au Rassemblement du 14 février (5)

«URSS ET USA FINIRONT PAR S'AFFRONTER»

Mais avant de terminer nous voulons dire encore quelques mots sur les conditions historiques dans lesquelles se placent à l'heure actuelle les perspectives des luttes de classes.

Pour nous, communistes marxistes-léninistes de France, rien ne sera changé fondamentalement et durablement tant que n'aura pas été détruit le système capitaliste et tant qu'il n'aura pas été remplacé par le système socialiste, certes pas celui de Mitterrand ou celui de Marchais, qui ne sont en rien socialiste, mais celui qui garantit les véritables intérêts de la classe ouvrière, des petits paysans et des masses populaires laborieuses, celui que protége la dictature du prolétariat telle que nous l'avons définie il y a un instant.

Mais si aujourd'hui, nous sommes remplis de confiance dans l'avenir, nous n'en savons pas moins que la situation internationale est lourde de trés graves événements. Il suffit de jeter un regard sur les différents continents et sur l'Europe elle-même pour discerner que de profonds bouleversements en cours y préparent l'inéluctable affrontement universel des supergrands impérialistes entre eux d'une part, et entre le tiers monde et les deux superpuissances d'autre part.

Nous pourrions en parler pendant des heures, mais nous n'avons que le temps d'aborder un point précis dont l'importance historique concerne certes la France, mais aussi le monde entier.

La crise a un caractére mondial. Elle atteint aussi bien tous les pays capitalistes que les pays hier encore socialistes, dans lesquels l'abandon des principes du marxisme-léninisme a provoqué la restauration du système capitaliste, elle nuit gravement aux pays du tiers monde en voie de développement.

La crise mondiale du capitalisme fait que le monde se trouve aujourd'hui en pleine ébuliton. Comme l'a si bien exprimé le président du Parti communiste chinois, le camarade Mao Tsé-toung *«les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, les peuples veulent la révolution.» (App laudissements)* et l'ensemble des contradictions caractérisant cette situation a été caractérisé par le regretté et respecté camarade Chou En-lai devant le 10é Congrès de son Parti quand il a indiqué qu'aujourd'hui *«les facteurs de guerre et les facteurs de révolution grandissent en même temps»*.

En vérité nous vivons toujours dans la période caractérisée par Lénine comme étant celle *«du capitalisme agonisant et des révolutions prolétariennes»*.

Les deux plus grandes puissances mondiales, les États-Unis et l'URSS, coopérent et rivalisent pour la domination hégémonique du monde entier. C'est là un phénoméne propre à leurs caractéres impérialistes. Ces deux brigands finiront par s'affronter du fait de leur rivalité qui ne cesse de s'aiguiser sur tous les continents. L'un et l'autre préparent fébrilement une troisiéme guerre mondiale.

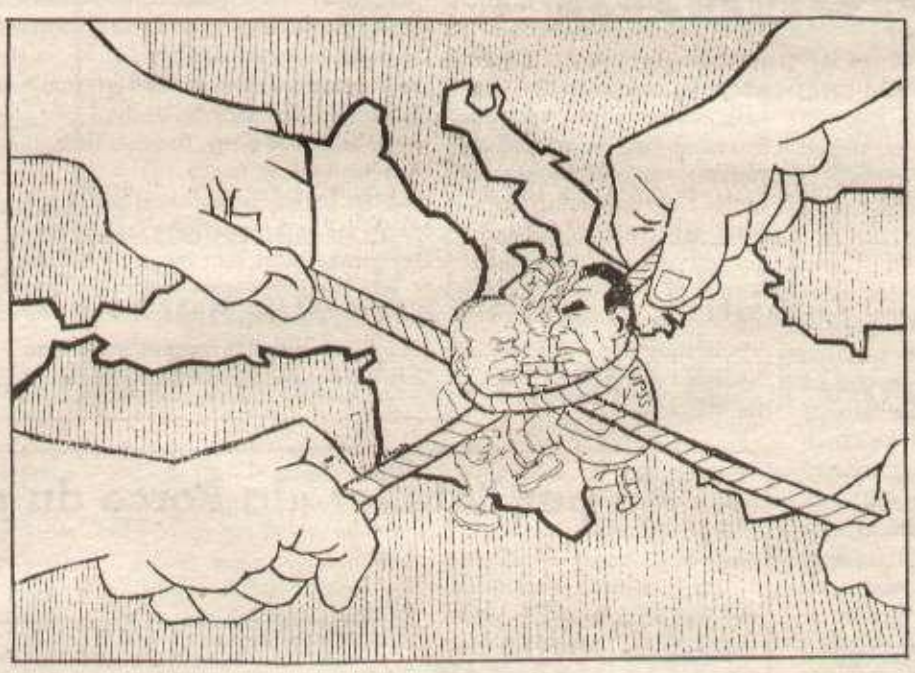
D'ailleurs cette conflagration universelle n'est-elle pas déjà commencée, même si l'affrontement militaire direct entre ses deux protagonistes n'est pas forcément imminent ?

Actuellement les deux superpuissances en sont au stade d'une guerre par peuples du tiers monde interposés.

Ce qui se passe en Angola, au Liban, au Sahara occidental, sans parler de ce plus ancien foyer de guerre qui se situe en Palestine résulte des activités des superpuissances impérialistes, et aussi, dans certains cas, que nous, Français, devons souligner avec force et colére, du fait d'autres impérialismes comme l'impérialisme français lui-même. En Angola, c'est le social-impérialisme russe qui est intervenu le premier, au Liban c'est l'impérialisme américain, au Sahara occidental l'intervention marocaine a bénéficié de l'actif soutien de l'impérialisme français.

Les marchands de canons impérialistes font aujourd'hui des fortunes en lançant les uns contre les autres des peuples du tiers monde. Et ce tableau serait certes fort incomplet si nous ne dénoncions les crimes colonialistes de l'impérialisme français qui viennent de donner lieu aux événements que vous savez à Djibouti et dans l'archipel des Comores.

L'ensemble de cette situation est complexe et simple à la fois. Complexe car on ne discerne pas toujours immédiatement



quels sont les protagonistes impérialistes des événements qui se produisent de par le monde, simple parce que tous ces événements manifestent les contradictions fondamentales qui opposent aujourd'hui sur notre planéte d'une part les peuples du tiers monde à l'impérialisme, à l'hégémonisme et au colonialisme, essentiellement représenté par les deux superpuissances, d'autre part l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe entre eux, et enfin ces deux superpuissances aux autres pays impérialistes comme le nôtre.

Cela dit, quelle est la situation exacte de l'Europe dans cette situation mondiale ? Compte tenu de la richesse, industrielle, technologique et méme agricole, et compte tenu de la position stratégique mondiale de l'Europe occidentale, nous constatons qu'elle constitue le point-clé de la rivalité entre les deux superpuissances.

Les États-Unis continuent à investir d'énormes capitaux en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne, au Benelux, en Espagne et aussi, naturellement, en France, mais l'URSS cherche par tous les moyens à supplanter la position privilégiée de l'autre superpuissance.

Dans cette situation, compte tenu des défaites infligées par les peuples d'Indochine à l'impérialisme américain et de leurs conséquences en Amérique méme, ce dernier se trouve aujourd'hui sur la défensive, tandis que son rival, le social-impérialisme russe entend profiter de la situation ainsi créée et se trouve à l'offensive.

Comme dans tout affrontement et toute guerre, qu'ils soient politiques, diplomatiques ou militaires, le camouflage constitue une ruse de combat, et les sociaux-impérialistes russes font de trés grands efforts pour dissimuler leurs ambitions expansionnistes et hégémoniques. Ils ont ainsi tenté d'endormir la vigilance des peuples européens et des peuples du monde en palabrant lors de la Conférence d'Helsinki sur une prétendue «détente» qui constituerait la caractéristique principale de l'époque. Ils sont parvenus de la sorte à quelques progrés sous le masque d'intentions pacifiques, alors qu'ils se préparent plus frénétiquement que jamais à la guerre mondiale, alors qu'ils ne cessent d'augmenter leur potentiel militaire classique et thermonucléaire d'agression. Prévoyant que cette guerre commencera en Europe ou en Méditerranée, ils ont d'ores et déjà massé des forces militaires considérables aux frontiéres de l'Europe occidentale et s'efforcent de créer des troubles dans l'ensemble du bassin méditerranéen. Leur flotte de guerre passe de plus en plus nombreuse à travers le détroit du Bosphore pour s'installer et croiser en Méditerranée. Leurs sous-marins ont été détectés à plusieurs reprises dans les eaux situées entre la Corse et les côtes méditerranéennes françaises ou italiennes.

Ce qui s'est passé en Angola est d'ailleurs lourd de signification : ils ont pris l'initiative d'y déclencher une guerre civile meurtriére alors méme que le peuple angolais s'était libéré du colonialisme portugais par ses propres forces.

Quant au Liban, ils y ont joué le rôle honteux de fournisseur d'armes des deux côtés des combattants, en vendant d'ailleurs surtout aux phalangistes racistes et fascistes.

Voilà trés brièvement esquissée la situation. Soulignons au passage qu'en dépit de quelques critiques adressées au régime social-fasciste qui sévit en URSS, le 22è Congrès du faux Parti communiste français a réaffirmé avec force son actif appui à la politique étrangére de la superpuissance russe. Cette attitude confirme avec éclat ce que nous n'avons jamais cessé de proclamer : les dirigeants du faux Parti communiste sont d'actifs agents du social-impérialisme russe dans notre pays *(Applaudissements)*. Ils constituent une véritable et et insidieuse cinquiéme colonne au service des entreprises expansionnistes et hégémoniques des nouveaux tsars, tout comme d'autres, en France sont les agents de l'autre superpuissance, l'impérialisme américain. Il y a connivence évidente entre les dirigeants du faux Parti communiste français et les dirigeants de l'État social-impérialiste russe. Aussi, à l'heure actuelle, en France comme au Portugal et dans l'ensemble de l'Europe occidentale, le danger principal est représenté par le social-impérialisme russe. Nous marxistes-léninistes nous sommes contre l'impérialisme américain comme contre tout impérialisme, y compris naturellement l'impérialisme français, mais aujourd'hui notre vigilance s'exerce de manière encore plus soutenue vis-à-vis du social-impérialisme russe qui se montre le plus agressif *(Applaudissements)*.

Voilà pourquoi, tout en soutenant à fond les luttes de classe contre la bourgeoisie capitaliste française, ennemi principal de la classe ouvriére et des masses populaires de notre pays, ennemi principal des peuples opprimés des prétendus Départements et Territoires d'Outre-mer, nous dénonçons aussi avec la méme force et sans ambiguité les agissements des deux superpuissances dans le monde et en Europe, et plus particuliérement ceux de la plus dangereuse d'entre elles à l'heure actuelle, le social-impérialisme russe *(Applaudissements)*.

Voilà pourquoi pour nous, marxistes-léninistes, l'indépendance nationale ne peut se concevoir dans l'abstrait, car comme nous l'ont enseigné Lénine, Staline et Mao Tsé-toung, elle a toujours un contenu de classe. Il suffit de lire le célébre texte de Mao Tsé-toung sur «le patriotisme et l'internationalisme prolétariens» pour comprendre que nous n'abandonnerons jamais la juste conception du patriotisme prolétarien, qui correspond précisément à l'idée que nous nous faisons de l'indépendance nationale indissociable de la révolution prolétarienne *(Applaudissements)*.

Que la révolution conjure la guerre ou que la guerre amène la révolution, dans les deux cas, s'il y a des voies différentes, l'objectif stratégique fondamental des communistes marxistes-léninistes reste le méme : c'est la révolution prolétarienne ! Et dans les deux cas, le prolétariat révolutionnaire devra vaincre sa propre bourgeoisie et ses laquais, méme si simultanément il se trouve contraint d'assumer la tâche patriotique de libérer le pays ou de repousser les assauts de l'une ou des deux superpuissances. N'est-ce pas là exactement ce que firent les hommes et les femmes héroïques dont nous nous réclamons, les Communards de 1871 ? *(Applaudissements)*.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépot legal : 1er trimestre 1976